

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI

5

FEVRIER

1976

N° 102

1,50 F

Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARCHAIS AU XXII<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCF :

## NON A LA DICTATURE DU PROLETARIAT OUI AUX CADRES

Voir page 5



### DJIBOUTI

apres  
l'intervention  
des  
"tireurs d'elite"  
7 MORTS

Voir  
page 8

Six du commando  
un enfant

### SOMMAIRE

p. 2 : Catalogne  
combattante  
- suite de notre  
reportage -

p. 3 : journée  
d'action du 5 fé-  
vrier  
violeurs en  
Assises

p. 4 : les petits  
patrons du Doubs  
en colère !

p. 5 : ouverture

des Jeux Olympi-  
ques

p. 6 : la vie du  
journal

p. 7 : cinéma :  
« un génie, deux  
associés, une clo-  
che »

notre feuil-  
leton : « Étoile  
Rouge sur la Chi-  
ne »

p. 8 : Angola

#### Viticulteurs :

manifestations dans  
le Languedoc-Roussillon

### TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS

Quoi qu'il se passe à Carcassonne, à Montpellier, à Nîmes ou à Perpignan, la journée du 5 février fera date. Jamais en effet autant de forces ne s'étaient trouvées réunies. La CGT, la CFDT, la FEN, le CID-Unati, l'Union Régionale des Artisans Ruraux sont aux côtés des viticulteurs. A ces syndicats et mouvements qui ont qualité d'organiseurs, un grand nombre d'associations diverses et de partis apportent leur soutien. Les paysans, les ouvriers, les commerçants, les artisans, les enseignants dans une même action : c'est nouveau ! Et cela peut représenter un important pas en avant.

#### TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS

Un rassemblement aussi large n'est possible que parce que partout surgit un sursaut de conscience contre le sort que le système capitaliste réserve à la région languedocienne. Les viticulteurs sont en première ligne. Ils savent que pour eux, il n'est pas seulement question d'une mauvaise période à passer. Beaucoup sont au bord du vide, de la fin : la faillite et le départ à court terme. Ils ne sont plus rentables, ils ne sont plus intéressants, l'Europe capitaliste n'a plus besoin d'eux, elle a besoin « d'une cour de récréation », d'une « Californie méditerranéenne », d'un vaste bronze-océan où l'air, le vent, le ciel, le soleil, la mer, seront vendus à grand profit. Et pour imposer cette vocation à la région, il lui faut faire place nette, détruire, déraciner les hommes et les cultures.

Quand Chirac et Bonnet parlent de la Communauté

Suite page 4

Européenne, c'est à leur disparition que pensent les viticulteurs ( car même si la question des vins italiens se réglait rapidement, celle du vin espagnol ou grec va se poser, ces deux pays frappant à la porte de l'Europe ). Et les viticulteurs ne sont pas seuls, les artisans, les petits commerçants, comprennent que la mort de la viticulture signifie la mort des villages, donc celle de la plupart d'entre eux. Alors surgit une réaction globale, commune, de défense.

Certes, celle-ci est bien loin d'être homogène. Les viticulteurs y donnent de plus en plus une « tonalité » occitane. En effet, le progrès de la conscience occitane est réel à la campagne, mais beaucoup plus faible dans les entreprises et les usines. Les enseignants semblent lui être totalement allergiques, puisque la FEN s'est acharnée à exiger que le drapeau occitan soit banni du rassemblement ! Mais tout de même, il est significatif que toutes les organisations soient tombées d'accord pour que le mot d'ordre central soit : « TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS », avec tout le sens que peuvent prendre ces mots.

De ce premier mot d'ordre en découlent quatre autres qui constituent la plate-forme du rassemblement du 5 février :

- pour la défense de l'économie régionale ;
- contre l'exode et pour la création d'emplois ;
- pour l'augmentation du pouvoir d'achat de tous les salariés, des viticulteurs et de tous ceux qui vivent de leur travail ;
- contre la répression, et pour la défense des libertés syndicales.

# REPORTAGE

# CATALOGNE COMBATTANTE

## Baix Llobregat GREVE DANS LA RUE

Reportage de Frédéric FERRER

*Cornellà, banlieue de Barcelone, de part et d'autre de la longue route s'élève les murs des usines ; rien de spectaculaire : la plus grosse entreprise de la «camarcà» (région) compte 5 000 ouvriers mais avec les innombrables sous-traitants, il y a plus de 12 000 entreprises, 122 500 travailleurs au total, une forte concentration industrielle.*

*Il est midi, (le milieu de la matinée à l'heure catalane) et pourtant il y a beaucoup de monde dans les rues, des groupes de 5 à 10 personnes stationnent sur les trottoirs, d'autres se dirigent d'un même pas vers on ne sait quel rendez-vous. Depuis l'autobus, on aperçoit un rassemblement au détour d'une rue, personne ne commente mais tous les passagers sont attentifs à ce qui se passe. Au coin des rues les land-rovers grises de la police armée.*

*On s'arrête sur la place de l'église, entre deux groupes de grises, matraques et boucliers de plexiglas, l'endroit en est truffé.*

*Le café où nous avons pris rendez-vous est sur la place même, de nombreux travailleurs discutent, autour de tables vides, le patron n'oblige pas les grévistes à consommer.*

C'est là que 3 jeunes délégués nous expliquent la situation en Catalogne. Aujourd'hui, la grève est totale à Cornellà et dans d'autres villes de la région, à Sant Boi, Sant Feliu, Sant Joan d'Espí, Esplugues. On estime à 100 000 le nombre des grévistes, la consigne est de faire la grève dans la rue, ce soir un rassemblement est prévu devant le siège du syndicat mais on ne sait s'il pourra se tenir. Les revendications ? L'annulation des sanctions pour fait de grève. Les plus grosses entreprises Siemens, Soler Almirall, sont lock-outées, il y a de nombreuses mises à pied et, des licenciements. La cause de tout ça, c'est la situation faite

aux ouvriers de la fonderie Laforsa. Il y a deux mois, un ouvrier a une altercation avec un petit chef, le lendemain, il est renvoyé. La réaction de ses camarades est immédiate, ils décident la grève en Assemblée Générale. Le patron, nommé par la «banco de Madrid» qui vient de racheter l'usine et dont un journaliste a dit qu'il savait manier «la technique du bistouri» justifie sa réputation et licencie 30 travailleurs : ceux qui avaient eu le tort de laisser un doigt sur les machines, les plus vieux, les plus usés et qui ne pouvaient tenir la cadence, et les plus combattifs, parmi eux, 7 délégués élus. Il n'a pas oublié que la grève est illégale et il en profite d'une façon révoltante. Les ouvriers qui ont une forte tradition de combativité, ne se laisseront pas faire et ils engagent la lutte.

### TOUS SE RECONNAISSENT DANS LEURS PROBLÈMES

Malgré les difficultés, ils popularisent leur lutte dans tout le Baix Llobregat. En Espagne, les distributions de tracts sont illégales, qu'à cela ne tienne, ils se promènent sur les marchés, aux sorties d'usines, dans les fêtes populaires. Le badge qu'ils portent sur le bleu de travail suffit à les identifier. Aux moments forts, ils bravent la police en distribuant leur propagande.

Partout, ils interviennent, font des collectes avec l'aide des commissions ouvrières qui organisent les travailleurs de la quasi-totalité de la région. Ils n'auront pas de mal à rencontrer la solidarité de leurs camarades : tous se reconnaissent dans leurs problèmes.

Le 11 décembre, journée nationale de lutte en Catalogne, 69 usines feront grève 4 heures en solidarité. Devant l'attitude obstinée du patronat qui s'accroche aux avantages que lui procure le fascisme, ils décident de s'enfermer dans l'église de Cornellà, la police en fait le siège, et interdit qu'on leur porte de la nourriture, du linge de rechange, mais les femmes sauront déjouer la vigilance des grises.

### FAIRE GREVE : DE LA POLITIQUE

Depuis une semaine, le conflit est entré dans une phase aigue, après avoir licencié les 268 ouvriers (tout le personnel, sauf une trentaine de jaunes) le patron est revenu sur sa décision et ne maintient plus que 12 licenciements d'ouvriers combattifs ou de délégués, mais il ne veut rien savoir de plus. Mercredi, une concentration a été dissoute par la police municipale, un manifestant a été renversé par une voiture, hier lundi 4 à 5 000 personnes devaient se rassembler dans Cornellà mais les cortèges qui

descendaient des villes voisines ont été dispersés par la police armée qui a tiré aux balles de caoutchouc.

Voilà, c'est un conflit du travail mais comme nous le dira le délégué de Laforsa, dans un pays fasciste «le seul fait de faire grève est politique». A 17 H, doit avoir lieu une concentration au siège du syndicat, nous y allons. C'est un grand bâtiment moderne lorsque nous demandons si c'est bien là le syndicat, on prend bien soin de nous préciser : «Oui, c'est bien là le syndicat, mais... vertical, ce n'est pas un vrai syndicat comme chez vous, ici les responsables ne sont pas élus par les travailleurs».

### UN RIEN DE BRAVADE

Il n'y a pas de véritable attroupement devant le siège du syndicat, mais tout le

chement politiques : méfiance ? souci de préserver l'unité des ouvriers ? «Notre grève est une grève normale disent-ils, ce qui est anormal c'est qu'on empêche des manifestations pacifiques», «nous ne voulons que des choses normales et on nous les refuse».

Un travailleur français en tirera peut être la conclusion que les ouvriers de Catalogne veulent une démocratie bourgeoise et s'en trouvera déconcerté parce qu'il en connaît les limites. Mais je ne crois pas qu'il aura raison. Plus que de formuler une alternative politique positive, ces expressions traduisent l'aspiration grandissante des masses populaires de l'autre côté des Pyrénées à l'exercice des libertés démocratiques.

### Frederico : «c'est le sprint final !»

*Frederico, originaire d'Andalousie, est technicien à la Telefonica de Cornellà. Les travailleurs de la Telefonica viennent de faire grève trois jours. C'est la première fois qu'on fait grève, dit-il. Moi, ça fait cinq ans que je suis rentré de France et ici, depuis cinq ans, j'étouffais littéralement, au boulot ; je ne pouvais rien dire, tout le monde avait peur des mouchards. Et voilà, maintenant, on a fait grève, on a complètement isolé les mouchards, et ce sont eux qui n'osent plus parler !*

*Maintenant, il y a une grande confiance entre compagnons. Tout le monde est d'accord pour réclamer une augmentation et aussi pour le syndicat ouvrier. On a fait une manifestation à Barcelone. D'après les journaux, il y avait 5 000 personnes. Quelques-uns avaient amené leurs enfants qui portaient une pancarte où était écrit : «Nous avons besoin de 6 000 pesetas d'augmentation». Les flics sont intervenus, et il y a eu des blessés légers mais, cela ne nous a pas découragés, au contraire.*

*Maintenant, je n'ai plus peur de parler. Je crois que ce qu'il faut, c'est une grève générale politique mais les gens ne sont pas encore prêts. Les vieux, surtout ont encore très peur à cause de tout ce qu'ils ont vu. Mais, tout le monde maintenant veut la liberté.*

*Maintenant, je crois qu'il n'y en a plus pour longtemps, nous sommes dans la ligne droite, et c'est le sprint final !*



## OU EN EST-ON A LA SEAT DE BARCELONE

La SEAT est une des usines les plus combattives de Catalogne, et elle a constitué les années précédentes un pôle pour tous les travailleurs en lutte. Elle a obtenu d'avoir une convention collective propre, qui ne dépend pas du ministre des relations syndicales. L'an dernier, au moment du renouvellement de la convention, les ouvriers ont mené une grève de 3 mois, au cours de laquelle positions révolutionnaires et positions révisionnistes se sont affrontées durement.

Alors que les ouvriers multipliaient les manifestations de rues, les révisionnistes leur conseillaient une forme de lutte défensive et en retrait par rapport au niveau de la mobilisation : s'enfermer dans les églises.

Alors que les travailleurs avaient compris que seul un rapport de forces sur le terrain leur permettrait de gagner, les révisionnistes mettaient tous leurs espoirs dans les lettres qu'ils écrivaient aux ministres, aux évêques et aux ambassadeurs.

### COMMENT S'ORGANISER ?

Les révisionnistes se sont opposés aux formes d'organisation que se sont données les travailleurs en lutte : ceux-ci ont balayé le syndicat vertical officiel, de même que la commission ouvrière tenue par les révisionnistes. Une unique forme d'organisation des ouvriers a été l'assemblée plénière, présidée par des commissions rotatives, à la fois pour permettre une très

large démocratie, pour permettre la participation active dans la lutte du plus grand nombre possible, et pour éviter que la répression ne s'abatte sur quelques «leaders». Quand ces commissions montaient négocier avec la direction, des groupes de vigilance restaient mobilisés pour éviter toute arrestation, et prévenir leurs camarades.

La direction de la SEAT, au cours du mouvement a licencié 300 ouvriers : aussitôt la revendication centrale des ouvriers a été la réadmission des ouvriers. Les révisionnistes, eux, ont défendu l'idée que cela était utopique et qu'il fallait «entendre avec les avocats spécialistes du droit du travail pour obtenir les plus fortes indemnités possibles. Cela, jamais les travailleurs ne l'ont accepté.

### IMPOSER LA RÉEMBAUCHE

Ces différents agissements des révisionnistes ont considérablement entamé leur influence. L'an dernier, les ouvriers de la SEAT ont repris le

travail sous la menace des fusils : pour trois ouvriers, il y avait un groupe de grises, avec la mitrailleuse pointée. Pourtant, à la SEAT, aujourd'hui, on répare de la grève. Les 300 licenciés ont maintenu durant toute cette année des liens entre eux à travers une caisse de solidarité spéciale, et des liens avec l'usine. Ces 300 licenciés sont entrés à plusieurs reprises dans l'usine.

Il y a une dizaine de jours, les ouvriers sont partis en manifestation depuis leur usine jusqu'au centre de Barcelone, soit une dizaine de kilomètres : outre les revendications d'ensemble du mouvement, contre le blocage des salaires et pour les libertés démocratiques, la revendication essentielle, sans laquelle les ouvriers ne veulent pas négocier, est la réadmission des 300 licenciés de l'an dernier. Il s'agit là d'une revendication politique, montrant la solidarité de classe des ouvriers, et leur conscience que lutter sur ce terrain, c'est lutter contre la nature fasciste du régime. Une tentative de grève a été lancée la semaine dernière, qui a paralysé l'atelier 7, le plus important de l'usine. La grève est de toute façon à l'ordre du jour.

La classe ouvrière sait qu'arracher une victoire sur ce terrain, ne peut permettre un seul licenciement pour grève est la condition du développement des luttes futures.

## POLITIQUE

# CONCORDE AUX USA A L'ESSAI POUR 16 MOIS

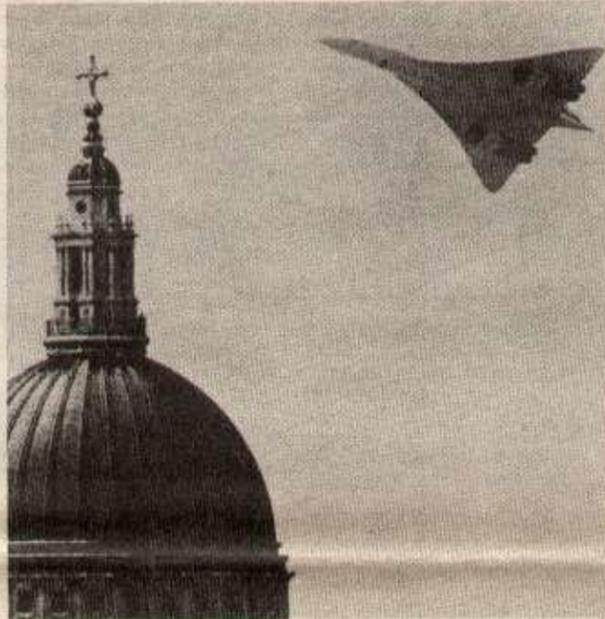
Pendant seize mois, Concorde atterrira deux fois par jours à New-York, une fois par jour à Washington, et ce pour les deux compagnies qui l'exploitent. Tel est le verdict rendu par W. Coleman. Ce sont plutôt des instructions qu'un verdict, d'ailleurs : Concorde ne devra pas décoller ou atterrir entre 22 H et 7 H, il devra partir de Roissy, ou d'Heathrow (près de Londres)... Les pressions françaises et anglaises ont donc eu un certain impact.

Comme le turfiste qui a misé toute sa fortune sur le même cheval, les chefs de file de l'impérialisme français attendaient avec anxiété l'annonce de la décision du juge US Coleman. Techniquement, le projet Concorde a abouti, mais on s'en doute, ce n'est pas pour faire voler un super-gadget que les gouvernements français et anglais ont investi des milliards. Quand la décision fut prise de se lancer dans ce pari, c'était dans l'espoir de conquérir une part importante du marché de l'aéronautique. Aujourd'hui Concorde vole, mais risque de ne jamais être rentable, alors la prouesse technique tourne à la dérision.

## DES DIFFICULTÉS COMMERCIALES...

A ces difficultés commerciales du Concorde, il y a plusieurs raisons. Entre l'époque où Concorde fut conçu et maintenant, le monde a changé. En 62, le carburant était bon marché et les spécialistes prédisaient une baisse continue sur le prix du pétrole. Les compagnies aériennes connaissaient les dé-

lices de l'expansion et demandaient toujours plus d'avions et des avions toujours plus perfectionnés. Dans cette perspective, Concorde avait toutes ses chances. Mais les



pays producteurs de pétrole se sont unis pour que cesse le pillage de leurs richesses, le prix du carburant s'en est trouvé considérablement augmenté, et les compagnies aériennes sont devenues

beaucoup plus regardantes sur la consommation. Or Concorde est un gouffre à kérozone.

Pour que l'exploitation commerciale soit rentable, il faut atteindre un coefficient de remplissage supérieur aux autres appareils. Sur le trajet Paris-Rio, ce coefficient est dépassé, il n'en va pas de même pour les autres trajets : Rio-Paris et Londres-Bahrein et retour pour lesquels l'exploitation est déficitaire, de quoi faire réfléchir les autres compagnies

avant de commander des Concorde.

Depuis 62, on a également assisté à une prise de conscience des problèmes posés par la pollution sous tous ses

aspects, cet aspect des choses était totalement en dehors des considérations des constructeurs de Concorde. Et de fait, Concorde sur le plan des nuisances est pire que ses concurrents, la technique n'a pas suivi dans ce domaine. Le gouvernement américain peut aujourd'hui motiver son refus du Concorde sur l'opposition grandissante aux diverses nuisances.

## ...A LA CONCURRENCE IMPÉRIALISTE

Enfin les gouvernements français et britanniques, s'ils peuvent réaliser sur le plan de la technique aéronautique avec les USA, n'ont pas les moyens politiques d'imposer leur appareil.

A vouloir concurrencer l'impérialisme US sur son propre terrain, les impérialistes secondaires que sont la France et la Grande-Bretagne se sont heurtés à sa puissance politique. La décision de Coleman, qui peut laisser un espoir d'exploitation commerciale du supersonique, est la preuve que certains choix ne se font ni à Paris, ni à Londres, mais à Washington : les instructions que comportent cette décision précisent même les aéroports que devront utiliser les supersoniques au départ de l'Europe. Pour les travailleurs de l'aéronautique, le chômage n'est pas exclu. La décision de construire le Concorde n'est pas leur fait. Ils s'opposeront donc par leurs luttes à toute menace de licenciement.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### Les violeurs en Assises

Au cours de l'été 74, dans la région de Marseille, trois hommes pénétraient dans la tente de deux jeunes femmes belges, dans l'intention de leur prouver leur virilité. Les deux femmes refusent leurs propositions et devant leur insistance, tentent de les chasser. L'un d'eux reçoit même un coup de marteau pour le prix de son insistance. Alors les trois hommes se déchainent : coups, menaces pleuvent sur les deux femmes, jusqu'à ce que terrorisées, elles cèdent. Contentes d'eux ils affirmeront qu'elles étaient consentantes, et même qu'elles ont apprécié. Souvent les femmes victimes de tels sévices n'osent pas porter plainte, car dans cette société la réprobation pèse plus sur celle qui est violée que sur le violeur considéré comme « un sacré gaillard ». Pour une fois les deux victimes ont décidé de porter plainte.

Mardi, la cour d'appel d'Aix confirmait la décision du tribunal correctionnel de Marseille qui s'était déclaré incompétent dans cette affaire. Ce qui signifie que l'affaire sera jugée en Assises comme le prévoit la loi pour les viols.

Cette décision est importante, car habituellement les viols sont jugés en correctionnelle et leurs auteurs n'encourent que des peines dérisoires, ils s'en sortent même le plus souvent avec les honneurs de la guerre. Pour que le jugement passe en Assises, il faut que le viol ait été établi. Or pour la justice, pour la police, il n'y a viol que si la victime n'a pas

cedé aux brutalités des violeurs. Si à force de coups, de menaces, ceux-ci parviennent à se soumettre une femme, aux yeux de la loi, il y a consentement et donc pas de viol. C'est bien connu, du point de vue de la bourgeoisie, « il est dans l'ordre des choses que l'homme exerce sa violence pour obtenir le consentement des femmes ».

Les luttes menées par les femmes contre les violences quotidiennes de toute sorte qu'elles subissent, contre l'oppression dans laquelle les tient la société capitaliste n'est pas pour rien dans cette décision de justice.

## JOURNÉES D'ACTION

### 24 H NE SUFFIRONT PAS A CONTRER LE BLOCAGE DES SALAIRES

SE BATTRE POUR 2000 F MINI, 300 F POUR TOUS, OUI...

Malgré la lassitude et l'amertume produites par une demi-douzaine de journées d'« action » depuis septembre ( sans que rien ne soit changé ! ) de nombreux travailleurs espèrent faire entendre leur voix et défendre des revendications de salaires plus que légitimes, en participant encore une fois à un « coup de semonce » syndical, même décevant. Beaucoup viendront sans illusions, pour dénoncer les « négociations-bidons » menées dans la Fonction Publique, ce mouvement coïncidant avec l'action généralisée de la région du Languedoc reflètera donc la volonté de milliers de travailleurs de ne pas accepter une accentuation sans précédent de leur perte de pouvoir d'achat.

## MAIS COMMENT LES OBTENIR ?

Car la stratégie révisionniste de simples « pressions » pour faire se mener les négociations « sur d'autres bases que

l'indice truqué de l'INSEE » et en imposant aux Ministères par l'étalement du « mécontentement cristallisé » apparaît vaine aux yeux de beaucoup !

Ces démonstrations, si elles traduisent une volonté ne la matérialisent en rien.

Le problème de l'aboutissement des revendications reste entier !

Se pliant de fait à la « loi scélérate » de 1963, réglementant la grève chez les fonctionnaires, les faux communistes du PCF ( dans L'Huma du 3/2 ) prétendent que « les fonctionnaires n'ont qu'à se faire grève ».

Où ont-ils vu cela ? Partout la tenaille des prix en hausse et des salaires bloqués pousse plus avant la révolte des ouvriers « nationalisés » et des petits employés du Secteur Public. Et si en de nombreux endroits, « ça ne débrye pas », ce n'est pas faute de conscience mais faute de perspective pour une bataille prolongée, d'ensemble qui contraigne enfin l'Etat-Patron à payer !

Stéphane RAYNAL

## En bref

### Impôts : payez le 15 a dit Fourcade

On faisait miroiter depuis quelques jours la possibilité que le gouvernement, dans sa grande bonté, recule la date du paiement du premier tiers provisionnel du 15 février. Mais la générosité de ces messieurs n'est pas allée jusque là. Pendant ce temps, les entreprises, elles, bénéficient de reports d'échéances pour les impôts qui s'arrangent à l'amiable. De même, elles entraînent toutes plusieurs mois avant de régler leurs parts de cotisations à la Sécurité Sociale. Le Conseil des ministres a par ailleurs prévu de nouvelles aides financières aux grandes entreprises. On voit bien, là, l'orientation fondamentale du gouvernement : donner le plus de facilité aux entreprises, avec, comme but principal, l'exportation. Par contre, il faut continuer de pomper l'argent des ouvriers, pour qu'ils ne consomment pas. Cette logique ne sera rompue qu'en chassant du pouvoir les capitalistes.

### Armée : la répression continue

Les objecteurs de conscience sont de plus en plus durement sanctionnés par les tribunaux spéciaux militaires : J.-L. Soulié, qui avait refusé de rejoindre son affectation vient d'être condamné à un an de prison par le Tribunal d'exception de Metz. Il s'était vu refuser le statut d'objecteur de conscience, parce que ses raisons n'étaient ni philosophiques ni religieuses : il condamnait « l'armée briseuse de grèves » et les ventes d'armes. Ce n'est pas de la philosophie, au goût des militaires, c'est un délit.

Délict dont sont toujours également inculpés les soldats et syndicalistes devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Sept d'entre eux restent à ce jour en prison, puisque Michel Oger a été libéré mardi. La mobilisation pour leur défense ne doit pas se relâcher : partout en France des meetings vont avoir lieu : aujourd'hui à Grenoble, demain à Belfort, samedi à La Roche s/Yon. La marche sur Paris, à l'initiative du Comité National de Soutien, aura lieu le 15 février.

### La répression dans l'enseignement

Dans une conférence de presse, mardi, le SGEN-CFDT a dénoncé « la répression dans l'éducation nationale et dans la recherche scientifique ». Le SGEN a rappelé la répression dont ont été victimes des enseignants à la suite de l'affaire des comités de soldats : Yann Houssin, professeur de philosophie à Nîmes a été suspendu ; Philippe Richetti, lui aussi inculpé par le juge Gallut a été licencié le 8 janvier. Le SGEN a aussi rappelé le cas de Jacques Papinski, instituteur, et de Mongo Beti, professeur d'origine camerounaise, à qui l'on vient de retirer son passeport. Par ailleurs, Guy Weisse et Christian Foucher ont été radiés, parce qu'étant objecteurs de conscience, ils n'avaient pu fournir un certificat militaire. On voit que, contrairement aux grandes envolées de Haby sur la « neutralité de l'enseignement », le gouvernement sanctionne sévèrement les enseignants pour délits d'opinion. Pendant ce temps, les membres d'Ordre Nouveau, de l'UJP, de l'UDR, etc. ont des priorités pour trouver des postes.

### Un diktat américain

A la suite de la conclusion du marché du siècle, il était attendu qu'une grande partie de la production des avions commandés par la Belgique serait faite dans les usines belges. C'était même un des éléments principaux de la concurrence entre le Mirage et le YF 16. La firme américaine General Dynamics avait ainsi fait des promesses de commandes à l'industrie belge, de l'ordre de 80 % du prix d'achat des avions. Mais voilà qu'au goût des industriels américains, les salaires ont trop augmenté pour nos camarades belges ! Scheidemann, directeur de General Dynamics menace de révoquer les commandes. C'est là un aspect de la dépendance des industries européennes aéronautiques vis à vis du bon vouloir des USA. En choisissant le YF 16, le gouvernement belge aurait-il été abusé par un mirage de commandes ?

### Justice en Allemagne de l'Ouest

La répression s'intensifie en Allemagne de l'Ouest. Elle touche les révolutionnaires et tous ceux qui se disent marxistes. C'est ainsi que Karl, sociologue, a été interdit de profession pour avoir déclaré que la « sociologie marxiste peut expliquer la société ». C'est au même moment que Serge Klarsfeld, avocat français, s'est fait arrêter à Francfort : il venait de dénoncer l'avocat Heinrichsohn, comme ayant été condamné en France pour nazisme, et pour avoir été l'adjoint de Danneker, bourreau nazi qui fut (entre autres) l'un des responsables de la rafle du Vel d'Hiv.

La justice allemande exclut les révolutionnaires et met tout en œuvre pour protéger les nazis, qui aujourd'hui se sont refait une honorable réputation.

# LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

## «Des mœurs de fascistes, de gangsters !»

C'est les mots doux que dispense G. Defferre, le maire PS de Marseille (un connaisseur !) à l'égard des membres du P«C»F dans la CGT des Communaux, les accusant de «remplacer les arguments par la violence et les coups».

De son côté, le P«C»F se plaint amèrement d'avoir eu leur responsable des Communaux injurié par le responsable FO, membre du PS, «en des termes que la décence nous a interdit d'employer ici», disait l'Humain. Une échauffourée sévère s'en est suivie, où des amabilités telles que «corrompu», «profiteur»... répondaient à «fasciste» ou «gangster» ! Comme on le voit, l'Union de la Gauche se renforce de jour en jour et les libertés démocratiques ont là de vaillants défenseurs, prêts à «envoyer des responsables syndicaux à l'hôpital» pour défendre leur fromage !

## Auxilec (Méru-Oise) développer la solidarité

Les travailleurs refusent le verdict d'expulsion et continuent l'occupation commencée le 21/1. Le matin, cadres et chef du personnel viennent aux portes de l'usine pour faire leur intox. «C'est foutu pour vous, il faut savoir perdre, j'espère que vous avez trouvé une place dans une autre usine». Les ouvriers d'Auxilec ont aussi pu constater à quoi se limite l'aide du PCF. Une délégation du PCF est venue à l'usine dire «on vous aide». Mais comme le dit un travailleur, «ils ont oublié de joindre un chèque et depuis on n'a plus de nouvelles d'eux». Tempez, conseiller général socialiste, soutenu par Marcel Dassault, est aussi venu à l'usine pour conseiller aux grévistes de ne pas populariser leur lutte, car «M. le préfet ne serait pas content» et que «les flics interviendraient». Les travailleurs d'Auxilec ont pu compter sur la solidarité active des travailleurs de DBA-Looked à Beauvais, dont plusieurs viennent régulièrement à l'usine occupée, participant à la popularisation.

Aujourd'hui pour les délégués, le problème se pose de renforcer la participation de tous les travailleurs à la lutte, de multiplier les initiatives de la base, organiser des débats sur les problèmes du moment (exemple, l'armée), pour développer l'unité.

corresp. Beauvais

## Nice : Uniprix licencie !

La direction vient d'annoncer la fermeture du magasin et le chômage pour 80 employés. Il s'agit d'une restructuration du groupe UNIPRIX qui touche 4 magasins en France (Aulnay, Nice, ...). Le patron fait tout pour désorienter les vendeuses : après avoir annoncé que La Redoute achetait le magasin, il s'est avéré qu'il s'agissait uniquement d'une «promesse de vente».

Avec l'aide de la CFT, le patron promet les 90 %, 2 mois de préavis, des indemnités... Mais les vendeuses connaissent ces requins, qui profitent actuellement de fausses «soldes» de «fin de séries» pour attirer la clientèle alors que les prix n'ont pas baissé ! Mais pour mener la lutte, ce qui pèse entre autre, c'est le manque d'unité qui se fait sentir entre les employés d'UNIPRIX et les ouvrières d'ARTAL (qui occupent leur usine depuis octobre). Car non seulement aucune action commune n'a été proposée par la CGT locale (dirigée par le P«C»F), mais aucun responsable de l'UD-CGT (présent sur ARTAL) ne s'est dérangé pour venir discuter avec les vendeuses et les aider à faire face !

correspondant Nice

## Barbières (Drôme) : chez Dreyfus, l'occupation continue !

L'entreprise de textile Dreyfus est occupée depuis plus de 250 jours pour lutter contre la fermeture. Porcher (un éventuel acheteur de la boîte), a dévoilé son plan : il veut acheter l'usine à vil prix sans le personnel, afin de «choisir» ensuite ceux qu'il embauchera.

Comble d'insolence, en décembre dernier, le syndicat «assigne en référé d'expulsion» 2 délégués en les accusant d'empêcher ces 24 personnes de travailler, et de «garder le stock que Dreyfus voudrait bien récupérer...»

Mais le tribunal reconnaît que «d'empêcher le stock de sortir, loin de nuire à la bonne marche de l'entreprise a pour seul motif d'empêcher son démantèlement». Il faut noter que c'est une des rares fois où un tribunal n'ordonne pas l'expulsion d'une entreprise occupée.

24 personnes, non licenciées, travaillent actuellement sur de la matière première apportée et non sur le stock. Lundi passé, la direction a fait emporter tout ce qui avait été fabriqué par les 24 ! Fallait-il «tout bloquer» comme le disent certains travailleurs et un responsable local CFDT ? La majorité a préféré laisser sortir ce travail «pour ne pas donner de prétexte à une expulsion».

Certains travailleurs sont aussi partisans d'empêcher les 24 de travailler. De toute façon, l'épreuve de force aura lieu bientôt, d'autant plus que les 105 travailleurs restant sont décidés à ne pas céder !

corresp. St Sorlin

## Dans le Languedoc-Roussillon

# UNE JOURNEE QUI FERA DATE

SUITE DE LA UNE

## UN RASSEMBLEMENT QUI N'EST QU'UNE PREMIERE ETAPE

Ces quatre axes ont été dégagés après plus de 10 heures de négociations au sommet. Ils montrent sur quel terrain se situe réellement le rassemblement du 5 février. D'abord, ce rassemblement n'est pas une mobilisation unitaire pour soutenir les viticulteurs. Certains s'en plaignent. Chacun en effet, ouvrier, paysan, commerçant, y est venu pour défendre ses intérêts et ses revendications. Il s'agit donc essentiellement d'une rencontre et d'une convergence qui ne sont pas exemptes de problèmes et d'ambiguïtés. Dans certains villages, les salariés agricoles regarderont qui va à la manifestation. Si certains pa-



trons s'y rendent, ils resteront chez eux... Des commerçants ont aussi des employés qui acceptent difficilement de se trouver au coude à coude avec leurs employeurs... Au cours des discussions préparatoires, la CFDT a clairement posé la question de cette coexistence, dans le rassemblement, de

forces sociales et politiques opposées dans la réalité quotidienne. Les travailleurs qui ont mis au clair ce problème, et les viticulteurs qui l'ont aussi perçu, comptent sur leur détermination et sur la dynamique de la lutte, pour qu'ils ne soient pas enterrés. C'est dans ce sens, disent-ils, que le ras-

semblement du 5 février n'est qu'un premier pas. La lutte n'est pas près de se terminer, mais si elle veut demeurer groupée comme aujourd'hui, il faudra qu'après cette première convergence ambiguë, un effort de clarification s'accomplisse dans et par le combat.

J.-C. D.

Le souci majeur des organisateurs de la manifestation du 5 février est d'éviter que déferle la violence. Pour beaucoup de viticulteurs en effet, le seuil de l'intolérable est franchi. L'exaspération et le désespoir sont si grands que tout est désormais possible. «Beaucoup viendront avec leur fusil dans le coffre de la voiture», dit un responsable. «Aléria exerce un indiscutable pouvoir de fascination», dit un autre.

Personne ne veut qu'un affrontement sanglant ait lieu. Les modérés, par instinct, les réformistes et les révisionnistes par souci électoraliste, mais aussi les leaders les plus avancés. Ces derniers ne veulent pas qu'un saut dans l'aventure remette en cause le long travail de prise de conscience accompli ces derniers temps. Aujourd'hui, disent-ils, la majorité des petits et moyens agriculteurs ont découvert que leur ennemi prin-

cipal est le capitalisme. Un mur de béton contre lequel on vient battre, et qui ne plie pas. Il faudra le détruire. Mais les outils de cette destruction ne sont pas encore suffisamment forgés. Entrer aujourd'hui dans le processus d'actes violents, serait donner une chance au courant de droite, voire d'extrême-droite, actuellement en perte de vitesse, mais qui n'hésiterait pas à faire de la surenchère activiste, pour récupérer la

colère et le désespoir des viticulteurs. L'unanimité des organisateurs s'est donc faite pour que les divers regroupements et manifestations soient calmes et massifs. Mais, disent-ils, nous ne savons pas ce qui se passera quand l'ordre de dissolution étant donné, les manifestants échapperont aux consignes et au contrôle de l'important service d'ordre unitaire mis en place.

## Le conseiller PCF de Morteau

# “POUR UNE FOIS LES PATRONS ONT RAISON”

Mardi, Genevard, maire de Morteau et suppléant du député UDR du Doubs, devait envoyer un télégramme à l'Élysée. «( ...) les élus, écrit-il en substance, souhaitent ardemment le classement des cantons frontaliers en zone A et l'application de mesures spécifiques à la sauvegarde de notre région et des intérêts de sa population». Les intérêts de la population ? Voyons ce que cette municipalité entend par là : à cette question, le secrétaire de mairie s'exclame : «Mais comment voulez-vous que nous collections des impôts quand tout le monde s'en va parce qu'il n'y a pas de travail !...» C'est placer l'intérêt des travailleurs à un haut niveau, M. le secrétaire !

## «C'EST CE QUE NOUS AVONS TOUJOURS DEMANDÉ»

Le gouvernement n'a pas fait connaître sa position, que ce soit en ce qui concerne l'aide qu'il donne à Lip, et qu'il pourrait étendre, et le classement de la région en zone A, c'est-à-dire en zone bénéficiant de crédits spéciaux. Mais par contre, il convient de souligner celle du PCF. Et bien, il applaudit ! «Nous avons toujours demandé le classement en zone A, depuis des années, a déclaré Voynet, conseiller municipal révisionniste à Morteau. Pour une fois, nous t-

A Maiche, à Villers-le-Lac, à Damprichard, et même à Annemasse, en Haute-Savoie, les patrons horlogers ont fermé leurs boîtes pour la journée. Ils étaient 218 en tout. Leur principale revendication : «Qu'on nous aide, comme on a aidé Lip». Dans le Haut-Doubs, pas un commerçant n'a ouvert ses portes et jusqu'aux cafés qui, pour la plupart, ont fermé entre 12 H et 19 H : quant aux maires de six communes, ils ont suivi le mouvement. Et l'«Est Républicain», avec «Les Dépêches» de s'apitoyer sur ces patrons, ces maires et ces commerçants. «Le Haut-Doubs se meurt, les patrons ont raison de pousser un cri d'alarme...», rapportent-ils dans leurs colonnes.

il, les patrons ont raison. Mais ce qu'il faut, c'est que tout le monde y participe». Le PCF ne peut pas être plus clair. Patrons-ouvriers, même combat ! Voynet regrette même que les travailleurs ne soient pas venus apporter leur soutien aux exploités qui toute la journée se sont réunis pour envisager d'autres actions.

## «LE SOUCI DU PATRON, C'EST DE GAGNER LE PLUS EN PAYANT LE MOINS, ET PAS DE S'OCUPER DES CHÔMEURS»

La journée sera-t-elle payée ? Certains patrons ont assuré que oui. «Mais reste à voir si ça sera effectif», disent les ouvriers. Voynet peut être déçu. «Non, on ne va pas aller soutenir les patrons, on prend ça comme un jour de congé». Dans un café de la rue principale, la conversation s'engage. «Ce n'est pas que je crois à une grève

patronale, mais si on a les crédits, cela résoudra peut-être la question de l'emploi», dit un travailleur. A la table voisine, on arrête de distribuer les tarots. Ils sont quatre et l'un d'entre eux se tourne vers nous. «L'emploi ! Depuis que ceux qui travaillaient en Suisse ont été mis dehors, il y a 2 000 chômeurs et en plus de cela, trois boîtes de montres ont déjà fermé ici et il y a des réductions d'horaire dans les autres. Que ceux de l'horlogerie aient des crédits et ils n'embaucheront pas pour autant».

«C'est vrai, reprendra plus tard un autre travailleur, on a discuté tous ensemble ce matin, on sait bien qu'avant tout les patrons se mettent à courir parce qu'ils se sentent concurrencés par Lip qui peut sortir une montre à quartz avec une pile qui dure 4 ans ; mais la question qu'on se pose c'est «que peut-on faire ?»

## LA GRÈVE DES PATRONS C'EST COMME UNE INSULTE !

Aujourd'hui à Morteau, si l'on ne voit pas clairement dans quelle voie s'engager, ce sont les syndicats qu'il faut mettre en cause. La CFDT, par exemple, qui, tout en s'élevant contre la grève des patrons, les accuse en même temps de vouloir créer une tension là où il n'y en a pas : à croire que la tension ennuie le syndicat ; ou la CGT qui s'élève, elle-aussi, contre «ce lock-out des patrons qui met en cause les intérêts des travailleurs», mais qui n'a pas peur de faire appel à la grande union avec les patrons pour la relance avec l'Union de la Gauche.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le pessimisme existe ! «La grève des patrons, c'est comme une insulte. Mais aujourd'hui, tu vois, il y a la peur chez l'ouvrier, dit un travailleur de l'horlogerie. Et moi comme les autres. C'est cela qu'il faut combattre. Tu le diras dans ton journal. Tu diras que la peur des patrons, du lendemain doit finir. Il faut qu'on soit la masse et que nous arrivions tous à passer par dessus cette peur. Alors là, je suis sûr qu'on gagnera, parce que, tu sais, on est beaucoup et si on est ensemble, nous sommes les plus forts».

Claude VILLARD

Au congrès du PCF

## Marchais : LE PROLETARIAT NON LES CADRES OUI

C'est vers 14 h 30 que, ce mercredi 4 février, s'est achevé le discours-fleuve de G. Marchais qui ouvrait le 22<sup>e</sup> Congrès du PCF, devant 1 700 délégués, 80 délégations étrangères, 125 personnalités «progressistes» invitées.

Dans la salle du Palais des Sports de Saint-Ouen, tendu de jaune et de beige, on ne peut lire que ce seul mot d'ordre : «Une voie démocratique au socialisme, un socialisme pour la France». Slogan aux couleurs de l'arc-en-ciel. Une «fleur», bizarre, d'après F. Léger, style décoration

Le XXII<sup>e</sup> Congrès du PCF était prévisible dans ses orientations politiques fondamentales. Le discours de Marchais n'a pas amené de surprise. L'élimination de la référence à la dictature du prolétariat, annoncée par Marchais à la télévision, représente pour les commentateurs bourgeois une rupture, un changement «démocratique» du PCF. Mais, au fond, cet abandon formel vient sanctionner toute une évolution qui a transformé le PCF de parti révolutionnaire en parti bourgeois.

HITLER ET FRANCO !

C'est en effet ce qu'a clairement expliqué Marchais, dans son intervention. Le PCF n'abandonne pas la dictature du prolétariat parce que le mot fait peur. C'est parce que le contenu ne correspond pas à son projet politique. Marchais a bien disserté sur la «dictature» tout court ; ce mot, a-t-il dit, évoque Hitler et Franco. Marchais s'est ainsi rangé, en un tournemain, dans le camp de tous les politiciens bourgeois, qui ont précisément toujours assimilé la dictature du prolétariat établie en 1917 en URSS au nazisme. L'insulte à la classe ouvrière russe, à Lénine, Marchais a repris sans sourciller. Petite histoire !

Mais là n'est pas l'essentiel, puisque l'activité quotidienne de ceux qui se prétendent «communistes» est elle-même une insulte permanente. L'essentiel, c'est que Marchais explique que le contenu que les communistes ont toujours appelé la dictature du prolétariat, est abandonné par le PCF. Aveu de taille. Sanction l'année de trahisons. Le prolétariat, pour Marchais a classe ouvrière, ne représentent plus la force dirigeante, la seule classe évolutive jusqu'au bout, dont parle le Manifeste de Marx et Engels. Non, Marchais entend aujourd'hui noyer cette classe dans un océan d'alliances avec des couches, des classes, qui formeraient une coalition au pouvoir.

moderniste, abstraite, domine la salle de plus de quinze mètres. C'est que ce congrès, comme le dit Marchais, rompt avec «le confort du dogme et les expressions rituelles» et rejette «ce qui a cessé d'être valable parce que cela ne correspond plus à la réalité, ces «mots magiques et formules tapageuses», c'est-à-dire avec la dictature démocratique du prolétariat.

Qu'offre donc le PCF ? Il suffit de se promener dans l'immense structure de métal et de plastique, qui sert de «salle des pas perdus» aux congressistes en mal de

sandwichs et de coca cola pour s'en donner une petite idée. Une série de stands, non seulement ceux de la presse et des éditions révisionnistes, mais aussi ceux de sociétés capitalistes «amies», celles qui pourraient fleurir et s'épanouir dans le «socialisme» du projet révisionniste. Par exemple, le groupe Montenay (société anonyme) : résidus urbains, traitements des eaux, négoce, espaces verts, ascenseurs, maintenance, etc... Par exemple, Tefag, spécialiste des mairies, syndicats, hôtels, hôpitaux, administrations. Qui encore ? Le Crédit

Agricole, l'Office Parisien des Papiers, l'Agence Centrale de Publicité, etc... et si vous n'en pouvez plus, allez boire un pastis chez Ricard.

Entre ces stands, la foule circule ; on ne parle pas de politique, en ce premier jour de congrès, mais de la pluie et du beau temps. Mais si ce congrès pseudo-démocratique a pour tâche d'enterrer la ligne, déjà définie de longue date par la direction révisionniste, il faut s'attendre à ce que des contradictions apparaissent, reflet de celles qui se sont manifestées lors de sa préparation.



UNE NOUVELLE MOUTURE  
DU CAPITALISME

Et, précisément, le projet de société du PCF apparaît encore plus clair : ce pouvoir, cette société prétendument démocratique qu'il nous promet n'est qu'une nouvelle mouture de capitalisme. Et la classe ouvrière, dans ce nouveau pouvoir, ne servira que de caution verbale, de masse électorale méprisée et à manœuvrer, pour l'installation d'une nouvelle caste de dirigeants, de représentants bourgeois. Oh ! Ils changeront la société, certes ; avec leurs nationalisations, avec la rentrée en force des ingénieurs et cadres dans les instances dirigeantes des entreprises nationalisées, on verra le secteur capitaliste d'Etat renforcé. Mais, du capital et de son pouvoir, de l'exploitation, l'essentiel restera. Les ouvriers seront exclus. Comment ne pourraient-ils l'être puisqu'ils ne disposeront d'aucun moyen pour imposer leur volonté, puisque la réaction gardera toutes les rênes ?

Ainsi, l'abandon expliqué par Marchais n'est pas une révolution au PCF. Si des travailleurs, jusqu'au bout, dont parle le Manifeste de Marx et Engels, Non, Marchais entend aujourd'hui noyer cette classe dans un océan d'alliances avec des couches, des classes, qui formeraient une coalition au pouvoir.

P. Lafort

## «Nous avons trop fait confiance à la justice et pas assez aux travailleurs» (Henri Astic)

Les patrons du textile (dans l'Ardèche ne cachent pas leur jeu : «Tu produis, tu le fais, ou tu l'en vas».

(...) L'affaire Astic, c'est la lutte, souvent isolée, d'un travailleur délégué, pour obtenir son réemploi. Accusant Astic d'être l'auteur de grèves illicites, et prétextant à tort qu'il prenait «trop d'heures de délégations dans un mois», la direction des ETIT demande en décembre 71 son licenciement. Elle l'obtiendra seulement en janvier 73, par la Cour d'Appel de Nîmes... Pour qu'il se soumette à ce jugement, la direction propose à Astic une «transaction financière» : refus du camarade !

Au début, le soutien des travailleurs des ETIT est unanime, avec une grève générale, «mais il n'y a pas de mobilisation suffisante. Car c'est tombé au moment des élections législatives».

(...) Impossible de retrouver du travail, même dans l'Ain, où un coup de téléphone annule son embauche.

(...) Enfin, la Cour de Cassation annule son licenciement le 29/1/75.

Entre temps, il est élu délégué syndical, délégué du personnel, et membre du Comité d'Entreprise. Enfin, suite à de nombreuses pé-

ties juridiques et administratives, la Cour d'Appel décide qu'Astic doit être réintégré, le 11/12/75. Il est «ré-embauché» le 29/12/75. Mais 3 directeurs l'attendent. Ils lui demandent de faire des excuses, et «compte tenu de son passé», d'abandonner ses responsabilités syndicales, (ce qui aurait permis de le licencier définitivement). Il refuse, et on le licencie à nouveau le 31/12/75.

En référé à Privas, le tribunal vient d'ordonner une nouvelle fois, sous astreinte de 1 000 F par jour de retard, la réintégration d'H. Astic dans son emploi et ses fonctions syndicales. Il vient d'assister à la réunion des délégués du personnel, après sa nouvelle réintégration (le 30/1/75).

Cette lutte juridique est importante, car il faut défendre les acquis que la classe ouvrière a arrachés par la lutte à ses exploitateurs. Mais, comme le dit Henri Astic, reconnaissant de graves erreurs d'appréciation de la part de la CFDT et ses responsables à certains niveaux, «nous avons trop fait confiance à la justice, et pas assez aux travailleurs des ETIT».

corresp. Ardèche  
avec le concours de H. Astic

## LES AVEUX DE MARCHAIS...

### «Laisser les libertés aux forces réactionnaires»

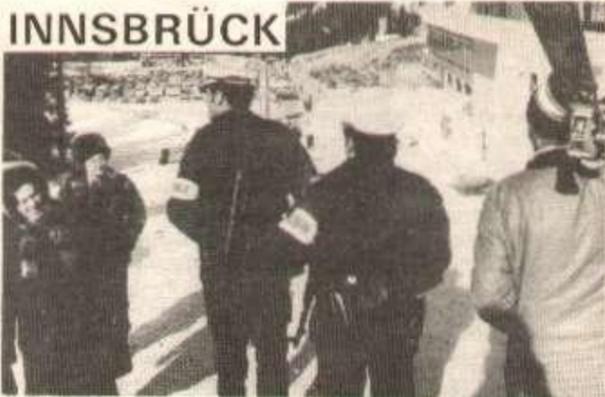
En vérité, pour assurer le succès du socialisme, le problème n'est pas de priver de libertés la minorité qui constitue les forces réactionnaires, c'est d'en donner aux travailleurs qui constituent la grande majorité de la nation. Les réactionnaires pourront s'organiser dans un parti réactionnaire ? Ils le font aujourd'hui, ce ne sera pas une nouveauté. Mais ce qui sera, par contre, une nouveauté de taille, c'est par exemple que les travailleurs auront des droits étendus dans l'entreprise, c'est que leurs représentants auront un juste accès à la télévision, c'est que la police sera démocratisée.

### «Vous êtes des cadres et c'est bien»

Aux côtés de la classe ouvrière, nous voulons que se retrouve la masse des salariés, et notamment les ingénieurs, techniciens et cadres, à l'exception naturellement de ceux qui appartiennent à la grande bourgeoisie ou en sont les serviteurs zélés et bien rémunérés. Et nous ne disons pas à ces cadres : devenez des ouvriers, compotez vous comme eux, vivez comme eux. Non, nous leur disons : vous êtes des cadres, et c'est bien. Vous ne pouvez compter sur nous pour soutenir des positions contraires aux intérêts de la classe ouvrière, mais vous pouvez compter sur nous pour contribuer à ce que vous trouviez votre place aux côtés de la classe ouvrière, dans l'alliance avec elle, tels que vous êtes, comme cadres. L'union a besoin de vous et vous avez besoin d'elle. ET demain, le socialisme que nous voulons aura un immense besoin de cadres auxquels il reconnaîtra leur juste valeur.

## RENAULT

Des heures de négociations pour rien à la Régie. Vendredi, la direction proposait une prime de 24 F par mois. Lundi 28 F et finalement 32 F, et pas pour tous, seulement pour ceux qui travaillent à l'intérieur des camionnettes. Cette ridicule proposition a bien sûr été rejetée par les grévistes.



C'est ce matin que l'épreuve «reine» du ski alpin doit se dérouler : la descente-hommes. Le beau temps froid d'Innsbruck, en gardant la neige dure et froide rendra la piste particulièrement rapide, à moins d'un changement de temps de dernière minute. Depuis quelques jours, les spécialistes du «marketing» du ski font régner le suspense à propos des skis de l'autrichien Franz Klammer, skis dont la spatule est percée d'une façon particulièrement aérodynamique, paraît-il. En fait d'aérodynamisme, cette fente a exactement la forme du sigle de la marque de skis qu'utilise Klammer...

Anecdote peut-être, mais qui caractérise bien ce qu'est devenu le ski de haute compétition dans son aspect support publicitaire. Mais ce n'est pas que cela : les jeux Olympiques ne sont pas des épreuves de professionnels, même si les équipes ne comportent évidemment aucun amateur. Les professionnels ne s'aventurent pas sur des pistes de descente, se restrui-

gnant au slalom. La descente est devenue aujourd'hui surtout un spectacle à sensations fortes. Klammer lui-même, grand favori reconnaissant qu'au départ d'une descente, il se vidait l'esprit non pas pour se concentrer, mais parce que tout début de raisonnement l'aurait fait fuir du départ... La vitesse (plus de 120 km/h) atteinte n'est pas le résultat d'un progrès de technique de ski : un excellent skieur comme Thoeni malgré ses progrès en descente n'a aucune chance sur les boulevards actuels. Les combinaisons à faible résistance dans l'air utilisées l'année dernière transformaient les skieurs, en cas de chute, en véritables boulets. C'est d'ailleurs cette recherche technologique de la performance qui est à l'origine de la mort du jeune français Michel Dujon...

Pour en revenir à l'épreuve elle-même, Klammer (autrichien) et Russi (Suisse) semblent les favoris d'une descente qui sera certainement impressionnante, et où l'on ne verra pas de Français.

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

### La lutte anti-capitaliste du P«C»F !

Conclusion de lutte résolue à la conférence Fédérale d'Amiens du P«C»F. Après avoir remercié les cuisiniers, les délégués, la municipalité (P«C»F) pour avoir prêté la salle, on a «remercié» la maison Ricard, pour «l'apéritif qui a été offert !» Ca c'est sans doute l'Union du Peuple de France. La dictature du prolétariat, ça ne fait pas le poids face à un apéro, c'est sans doute pour cela que Marchais l'a mise au rancard. Les dirigeants du PCF, devraient sur leur lancée, remercier Giscard de les laisser parler : l'un leur offre de nombreux temps d'antenne à la télé ou à la radio, l'autre offre l'apéro, entre beau monde on s'entend bien, la solidarité entre bourgeois, ça marche bien. Mais les travailleurs, eux, qui ont-ils à remercier ?

Corr. Amiens 30/01/76

### On mangera bientôt des cailloux

Je lis le Quotidien tous les jours et il y a une chose sur laquelle vous n'avez rien dit, c'est les comptes en banque. Le patron nous envoie notre argent à la banque et il nous retire 20 ou 30 F. Moi je trouve que ce n'est pas normal : il nous donne 2 % d'augmentation et la banque nous les retire. Je pense que vous pourriez écrire quelque chose sur les banques. Nous les bas salaires, on mangera bientôt des cailloux.

Un ancien du PCF

## COMMUNIQUÉS

### Nice : 3 militants révolutionnaires (membres de l'UCF (ml) ) condamnés pour violence et outrages à agents

Aujourd'hui de nombreux syndicalistes sont inculpés par la Cour de Sécurité de l'Etat : mais c'est quotidiennement que le libéralisme policier de Giscard s'attaque au mouvement ouvrier. Ainsi, le 18 septembre, dans une petite blanchisserie de la Madeleine «Le bois de Boulogne» éclatait une grève menée par 9 travailleurs immigrés maghrébins. Profitant de ce que les travailleurs immigrés étaient les seuls à participer à l'action alors qu'il y a une trentaine d'employés et profitant du faible lien entre les ouvriers immigrés et les gens du quartier, la police n'a pas hésité à intervenir brutalement et à embarquer les grévistes ainsi que les 3 militants de l'UCF (ml). Ces derniers seront incarcérés pendant 48h tandis que les ouvriers immigrés seront relâchés au bout de 24h et contraints à quitter la boîte et même la ville, pour la majorité. Le 26 janvier, 2 militants de l'UCF (ml) ont été condamnés à 2 mois de prison avec sursis et 500F d'amendes et le 3<sup>e</sup> à un mois avec sursis et 500F d'amendes.

#### RÉUNION DE LECTEURS

Samedi 7 février 1976 à 14 h. 30  
au café Victor Hugo, salle du 1<sup>er</sup> étage  
52, cour Victor Hugo, - BORDEAUX

Ordre du jour : mise en place d'une rédaction régionale

Le Comité de Lutte pour l'emploi, contre le chômage et la vie chère 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, vous propose de discuter de ces questions :

- transports gratuits pour les chômeurs
- vente sauvage de produits alimentaires

à L'ASSEMBLÉE POPULAIRE qui se tiendra  
LE JEUDI 5 FÉVRIER à 20 H 30

MAJO 3 rue d'Aubigny 69 003 Lyon

A cette assemblée des décisions d'action seront prises.  
projection d'un montage vidéo sur le chômage

## LES LUTTES OUVRIÈRES DANS LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

«Mener un large mouvement au sein du trust». C'est un des premiers articles «bilan d'une lutte». A renouveler. J'ai particulièrement apprécié la tentative du camarade journaliste pour faire ressortir de la lutte les points de vue fondamentaux qui se sont affrontés pendant la grève. On voit bien en quoi l'échec d'une grève est ainsi lié bien souvent au point de vue défaitiste, au point de vue non-offensif (qui ne cherche pas par exemple à gagner les non-grévistes), au point de vue en définitive révisionniste.

GH Paris 18<sup>e</sup>

Autour des préoccupations principales des travailleurs présents s'est centrée la discus-

Les discussions politiques qu'il a pu y avoir entre les journalistes au moment de rédiger le bilan de la lutte d'Esswein, méritent d'être rapidement retracées. Elles montrent la nature des obstacles auxquels nous nous sommes heurtés, et sur lesquels s'interrogent les lecteurs de Meaux.

Il s'agissait pour nous avant tout de retranscrire les différentes idées qui avaient dominé, qui s'étaient affrontées durant la grève. Pour connaître ces idées nous avons discuté avec une vingtaine de travailleurs juste avant que la reprise ne soit votée, pendant près de deux heures. Il s'agissait pour nous de montrer cette lutte d'idées, de pouvoir comprendre pourquoi la reprise allait être votée. Or dans le premier article qui a été fait, et que nous n'avons pas publié, nous présentions les deux conceptions, les deux voies qui étaient présentes sur les questions de la répression, de l'unité avec les non-grévistes... mais sans liens entre elles, sans tirer les leçons. Il s'agissait en fait de flashes successifs. En opposition à ce premier article, celui que nous avons finalement publié après discussion essaie de retranscrire le débat qui existe chez les travailleurs, de voir à travers cette lutte d'idées quelles sont les origines de quelle manière les directions ré-

visionnistes et réformistes s'en saisissent pour développer leurs points de vue, en quoi ils sont des obstacles. Cela a permis aussi d'offrir à travers les leçons que nous pouvions tirer des perspectives immédiates, de montrer quelles étaient les cibles aujourd'hui à atteindre. Cette démarche n'est pas à suivre seulement dans le cadre d'un bilan de lutte. On s'aperçoit que l'article sur Esswein que les lecteurs ont apprécié, est le fruit d'une lutte contre les conceptions qui consistent à ne donner que les informations sur la grève, sans retrans-

mission. (Parmi les personnes présentes 5 lisent quotidiennement le journal, les autres occasionnellement, 2 très rarement). 8 personnes sont en FPA dont 6 ouvriers, 2 géomètres dont l'un d'origine rurale et ouvrière, 1 couple d'instituteur depuis 1 an à Meaux, à la CFDT et à l'OC-GOP.

Les préoccupations tournaient autour de la lutte syndicale dans notre FPA, de Meaux et des luttes qui s'y passent, de la famille.

C'était une réunion largement positive du fait des très nombreuses critiques positives qui reflètent une véritable exigence que le peuple ait son quotidien.

Ce qui ressort c'est que pour les luttes ouvrières (le premier sujet abordé) si le QdP est le seul à faire une telle place aux

luttés, donne la parole aux travailleurs, il ne répond pas encore assez aux questions, à l'attente des lecteurs. Par exemple pour le CFPA de Saint Etienne du Rouvray, le journal a trop insisté sur la trahison de la CGT et pas assez sur les conditions de la lutte, sur la situation d'ensemble des luttes des CFPA. A la limite disait quelqu'un cela peut être démobilitateur ! Même critique pour l'article sur la grève du foyer Sonacotra de Meaux. On ne le rattache pas à la situation d'ensemble. On n'en connaît pas l'issue (bilan). En ne montrant les luttes qu'à leur sommet le journal peut apparaître triomphaliste. En ce sens, il n'y a pas assez d'articles sur les échecs. Pourquoi ? comment ? les obstacles ?



visionnistes et réformistes s'en saisissent pour développer leurs points de vue, en quoi ils sont des obstacles. Cela a permis aussi d'offrir à travers les leçons que nous pouvions tirer des perspectives immédiates, de montrer quelles étaient les cibles aujourd'hui à atteindre. Cette démarche n'est pas à suivre seulement dans le cadre d'un bilan de lutte. On s'aperçoit que l'article sur Esswein que les lecteurs ont apprécié, est le fruit d'une lutte contre les conceptions qui consistent à ne donner que les informations sur la grève, sans retrans-

crire dans le journal comment se mène la lutte d'idées parmi les travailleurs, dans le cours même d'une grève, et aussi dans la vie de chaque jour.

José GARCIA

DEVENEZ CORRESPONDANT  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

FÉLÉPHONEZ AU  
QUOTIDIEN DU PEUPLE

208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

## VIE QUOTIDIENNE

### BOULEVERSÉ

Après avoir lu dans le courrier des lecteurs du Quotidien du 2 février l'article du camarade de Paramount je suis tout ému, bouleversé. Je pense qu'enfin un pas énorme est franchi, du journal de politicards au Quotidien du Peuple. Cette «triste nouvelle» que notre camarade nous retrace c'est cela le Quotidien du Peuple, c'est la parole aux travailleurs, leurs joies, leurs peines, leur manière de vivre et de mourir, qui ne peut que renforcer notre hargne envers les bourgeois, les patrons

et tous les gavés. Cette hargne que souvent certains politiciens oublient, cette hargne c'est la révolution qui s'avance. Et le Quotidien doit la faire avancer toujours plus jusqu'à son explosion finale : le socialisme.

Oui, camarades, je pense que le Quotidien est sur la bonne voie pour devenir le Quotidien du Peuple. Grande est notre cause. En avant vers le Quotidien du Peuple.

Un lecteur de Beauvais

## FRONT ROUGE Organe Central du PCR (m.l.)

N° 3 - nouvelle série

est paru

Le numéro : 5 F (+ port)

Passez vos commandes  
BP 161-75 864 Paris Cédex 18  
CCP-31 191 14 La Source

## SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....  
Profession.....  
Adresse.....  
Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

## JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....  
Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

## CINÉMA

## "UN GENIE, DEUX ASSOCIES, UNE CLOCHE"

Sergio Leone, le fabricant de westerns italiens vient de lancer sur le marché un nouveau produit. «Un génie, deux associés, une cloche», sous la signature de Damiano Damiani, il opère avec l'acteur-fétiche, Terence Hill, l'homme aux yeux clairs et avec le grand orchestrateur des galopades dans le désert, Ennio Morricone.

Un film significatif par ce qu'il révèle de l'actuelle escalade du cinéma commercial : il ne suffit plus en effet pour satisfaire le public de mobiliser toute la virtuosité technique : énormes gros plans, 300 m où la caméra se précipite sur un point inquiétant de l'horizon, à moins qu'elle ne recule pour découvrir une troupe ennemie, un fusil méchamment braqué ; cadrages-chocs, montage à vous couper le souffle ; il faut encore parodier cette virtuosité même ; il faut prendre des distances ironiques avec le genre même du western.

Et le film apparaît alors comme une série de gags (gestes, répliques, retournements de situation) le héros n'est plus l'homme aux colts d'or impassible, à la vengeance implacable, mais un pisto-lero facétieux, une sorte de hippie des grands espaces américains. Et ce nouveau western, pour renforcer son impact, est bourré d'idées explosives contre l'écluse,

contre l'armée, en faveur des Indiens.

Quelle évolution quand on se réfère aux premiers westerns dont on intoxiquait aux Etats-Unis, au début du siècle les émigrants venus d'Europe ! Il suffisait alors de quelques coups de pistolet autour d'une diligence ou d'un train, de quelques indiens emplumés pour fasciner ces spectateurs arrachés

coup aidé les masses à se désintoxiquer de la culture bourgeoise : il se produit ces dernières années un effet de saturation, de rejet.

Et devant cette lucidité grandissante du large public, les industriels de la pellicule sont obligés de proposer un produit différent, toujours nouveau, susceptible d'exciter l'intérêt de spectateurs de plus en plus rebelles.

Il faut donc inventer de nouvelles œuvres ayant un contenu politique évident (les films de Boisset, de Costa Gavras, certains films suisses, canadiens...). Il faut d'ailleurs remarquer que même les films d'aventures ou de science-fiction sont obligés, pour retenir l'attention, de partir d'une certaine actualité (dans «Adieu, poulet», l'assassinat d'un jeune colleur d'affiches gauchiste), de certains problèmes de la vie quotidienne (la pollution, le renforcement de la répression, dans «Soleil vert»).

Ainsi, il nous faut renverser la traditionnelle affirmation méprisante de la critique bourgeoise concernant le public : ce n'est pas parce que les spectateurs seraient de plus en plus aliénés que l'industrie cinématographique serait contrainte à produire des œuvres de violence et de sexe ; mais c'est au contraire, parce qu'ils sont de plus en plus réticents à payer leur place pour voir une sorte de produit standard ventilé par genres (western, comédie...) que les fabricants de films doivent innover, soit rôder avec leur caméra dans des domaines jusque là interdits, soit comme dans «Un génie...» jouer à fond la carte de la dérision. Mais n'en sont-ils pas à brûler leurs dernières cartouches ?

Paule SACONNET



à leur campagne lointaine, et soumis à des conditions de travail harassantes.

Le public populaire se refuse maintenant de plus en plus à ingurgiter ces rations hebdomadaires que lui vendait complaisamment la classe dominante ; il se désintéresse des productions traditionnelles à grosses ficelles sentimentales et policières. Paradoxalement, la télé a beau-

D'où l'actuelle escalade : films de violence à la Bruce Lee ; films dits érotiques ou pornographiques ; films-catastrophes ; grosse production également de science-fiction (Phase IV, Roller ball...)

Mais aussi pour relancer l'intérêt du public, les margnats de la production et de la diffusion sont parfois obligés d'accepter dans leur cir-

## TÉLÉVISION

JEUDI 5 FÉVRIER

TF 1	19 h 20 - Actualités régionales	19 h 45 - Y'a un truc	20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 - «Puzzle pour démons» film TV d'après le roman de P. Quentin	22 h 55 - Deux pas de samba - variétés	22 h 45 - JOURNAL
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 40 - Une minute pour les femmes	19 h 45 - Alors, raconte	20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 - «Baretta» série américaine	21 h 25 - Jeux olympiques d'hiver	21 h 40 - L'Océan Indien, Méditerranée de demain : «La forteresse sud-africaine»
22 h 40 - Allons au cinéma	23 h 30 - JOURNAL					FR 3
						19 h 00 - Pour les jeunes
						19 h 20 - Actualités régionales
						19 h 40 - Tribune libre : «L'Institut Européen d'Écologie»
						19 h 55 - Flash journal
						20 h 30 - Un film, un auteur «La fille sur la balançoire» film américain de R. Fleischer (1955)
						22 h 15 - JOURNAL

Sur TF 1, fin de la série consacrée à «l'Océan Indien, Méditerranée de demain». L'émission de ce soir traitera du pays de l'apartheid, l'Afrique du Sud, «bastion du monde libre» selon son premier ministre, le raciste John Vorster ! Fonction assignée à l'Afrique du Sud dans la stratégie du monde impérialiste : être le chien de garde sur la route du Cap de Bonne-Espérance.

Le film TV que nous serons A 2, «Puzzle pour démons» comprend beaucoup d'ingrédients à la mode : une jeune amnésique, une famille de milliardaire, une secte «des Frères du petit matin» ; le tout impliqué dans une mys-

terieuse affaire d'héritage. On songe à une certaine affaire Paul Getty III (dans le film, Gordon Eymon III) qui s'est déroulée en Italie.

Deux jours après avoir programmé, sur A 2, un film de Richard Fleischer («l'étranger de Boston»), on nous en offre un deuxième sur FR 3 : «La fille sur la balançoire», drame psychologique où, pour la conquête d'une jeune femme modèle (c'est son métier), s'affrontent deux hommes riches. On peut légitimement penser que, contrairement au précédent, ce film de Fleischer ne sera pas déplacé d'une heure par Poniatowski.

## Feuilleton

## ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

A Pao-an, capitale provisoire de la «République Soviétique du Peuple Chinois», E. Snow a rencontré le président Mao Tsé-Toung - qui lui a exposé la politique préconisée par le Parti Communiste Chinois, face à l'agression japonaise. Snow a visité ensuite l'Académie de l'Armée Rouge, installée dans des grottes souterraines à l'abri des bombardements : 4 sections, 800 élèves, un enseignement politique et militaire durant 4 ou 6 mois.

Par ailleurs, l'éducation politique des masses paysannes se fait... par le théâtre.

11<sup>e</sup> épisode :

UNE REPRÉSENTATION DU «THÉÂTRE ROUGE»

## UN PUBLIC POPULAIRE

Les gens s'acheminaient déjà vers la scène en plein air improvisée dans un vieux temple, lorsque je me mis en route avec le jeune fonctionnaire qui m'avait invité au théâtre rouge. C'était un samedi, deux ou trois heures avant le coucher du soleil, et tout Pao-an semblait s'y rendre. Cadets, muletiers, femmes et jeunes filles ouvrières de la fabrique d'uniformes et de chaussures, employés de coopératives et de la poste soviétique, soldats, charpentiers, villageois suivis de leurs gosses, toute la population se mit à dévaler vers la vaste plaine herbeuse bordant la rivière, où les acteurs jouaient. On aurait pu difficilement imaginer rassemblement plus démocratique. Même les chèvres paissaient sur le court de tennis non loin de là. On ne vendait pas de billets, il n'y avait pas de «balcon chic», pas de fauteuils réservés. (...)

Barrant la scène était un grand rideau de soie rose portant les mots «Groupe théâtral populaire antijaponais» en caractères chinois comme dans ce chinois romanisé (1) dont les Rouges avaient pris l'initiative en vue de hâter l'éducation des masses. Le programme devait durer trois heures. Il se trouva être une combinaison de pièces brèves, de danses, de chants et de pantomimes - une sorte de théâtre de variété ou vaudeville dont

l'unité reposait sur deux thèmes centraux : l'anti-japonisme et la révolution. (...)

## «LA POIGNANTE VÉRITÉ»

La première petite pièce s'appelait ici *L'Invasion*. Elle s'ouvre dans un village de Mandchourie en 1931, avec l'arrivée des Japonais qui chassent les soldats chinois «non résistants». Dans la deuxième scène, des officiers japonais festoient chez des paysans, se servant de Chinois comme sièges et prenant des libertés avec leurs femmes. Une autre scène montre des colporteurs japonais vendant de la morphine et de l'héroïne et forçant tous les paysans à en acheter une provision. Un jeune homme qui refuse d'acheter est désigné pour un interrogatoire.

— Vous n'achetez pas de morphine, vous n'obéissez pas au règlement sanitaire du Mandchoukouo, vous n'aimez pas votre «divin» empereur P'ou Yi (2), accusez les bourreaux. Vous êtes un vaurien, vous êtes un bandit antijaponais ! et le jeune homme est aussitôt exécuté. (...)

Les scènes suivantes relatent d'autres crimes des Japonais...

À la fin, bien sûr, c'en est trop pour les villageois. Les marchands renversent leurs tréteaux et leurs ombrelles, les cultivateurs se précipitent lance au poing, les femmes et les enfants sortent leurs couteaux, et tous jurent de «se battre jusqu'à la mort» contre les *Je-pen-koei*, les «diabes japonais».

La petite pièce était émaillée de traits d'esprit et d'expressions locales. Des éclats de rire alternaient avec des jurons de dégoût et de haine à l'adresse des Japonais. L'agitation gagna l'auditoire. Pour lui ce n'était pas que propagande politique, ni mélodrame vulgaire, mais la poignante vérité elle-même. Le fait que les acteurs étaient surtout des jeunes gens de moins de vingt ans et originaires du Shensi et du Chansi semblait entièrement perdu dans l'absorption par les assistants des idées présentées.

(2) fantôme des Japonais. Le Mandchoukouo : Mandchourie occupée par les Japonais.

Le substrat d'amère réalité qu'il y avait derrière cette description réalisée comme une sorte de farce n'était pas obscurci par son esprit et son humour pour au moins un des jeunes soldats présents. À la fin, il se leva et d'une voix tremblante d'émotion cria : «Mort aux bandits japonais ! À bas les meurtriers de notre peuple chinois ! Battons-nous pour recouvrer nos foyers !» Toute l'assemblée fit vigoureusement écho à ces mots d'ordre. J'appris que ce garçon était un Mandchourien dont les parents avaient été tués par les Japonais. (...)

## DANSES ET CHANTS

Le deuxième numéro du programme était une danse de la moisson, exécutée d'une manière ravissante par une douzaine de jeunes filles du Groupe théâtral. Nu-pieds, vêtues de pantalons et jaquettes de paysans et de corsages ornés, avec un foulard de soie sur la tête, elles se mouvaient gracieusement en un ensemble parfait. (...)

Ensuite, interviennent des jeunes gens.

Il y eut une scène appelée «Danse des machines rouges». Par le son et les gestes, par les combinaisons réciproques et l'entrecroisement des bras, jambes et têtes, les petits danseurs imitaient ingénieusement la poussée et l'entraînement des pistons, le mouvement giratoire des dents et des roues, le ronron des dynamos - et toutes les visions de l'âge industriel de la Chine de l'avenir.

Entre les actes, des clameurs s'élevaient réclamant des chants impromptus de la part des membres de l'auditoire. (...)

Puis il y eut encore de la danse, un «journal vivant» où il s'agissait des dernières nouvelles du Sud-ouest, et une chorale d'enfants chantant l'*Internationale*. Cette fois les drapeaux de plusieurs pays étaient accrochés à des banderoles partant d'une colonne centrale illuminée autour de laquelle s'appuyaient les jeunes danseurs. Ils se relevèrent lentement, en même temps que se déroulaient les paroles, pour se trouver droits, poings dressés, à la fin du chant. La représentation était terminée. (à suivre)

(1) Transcription phonétique dans l'alphabet latin

# INTERNATIONAL

DJIBOUTI : Après l'intervention des tireurs d'élite

## 7 MORTS SIX DU COMMANDO, UN ENFANT

L'assaut a été donné ! Le car dans lequel étaient retenus en otages les trente enfants de militaires français a été attaqué par des policiers français, venus spécialement de Paris. Un des enfants a été tué, plusieurs ont été blessés. Les autorités françaises ont sur les mains le sang de ces enfants, parce qu'elles refusent de discuter même d'une véritable indépendance pour Djibouti. «*Nous n'avons pas pu laisser le terrorisme remettre en cause le processus d'indépendance*», a déclaré le haut-commissaire français. Les six membres du commando sont morts au cours de l'assaut. Des heurts ont également opposé des soldats somaliens qui étaient à la frontière et des troupes françaises. Un soldat somalien a été tué, selon des agences françaises. Rappelons que la Somalie avait dénoncé que des coups de feu avaient été tirés contre le poste frontière somalien de Loyoda, précisément là où se sont déroulés les derniers événements. Le gouvernement français a envoyé des renforts à la frontière, sur laquelle s'étaient déjà déployées deux sections de la

légion et des unités d'automitrailleuses avant que les tireurs d'élite donnent l'assaut.

Que recherche le gouvernement français en massant ainsi ses troupes à la frontière de la Somalie ? Cherche-t-il seulement à détourner l'attention de ses troupes dans Djibouti ? En tout cas, ce que le gouvernement a cherché à tenir caché pendant des mois, commence à être révé-

lé à l'occasion de ces événements.

La répression de l'enlèvement est le prétexte pour une nouvelle vague de terreur, aussi grave que celle qui a précédé la prise d'otages. Les habitants de Djibouti n'avaient plus aucune possibilité de quitter la ville. Ce soir, le couvre-feu a été décrété. C'est l'habitude quand se préparent des ratissages. Au matin, les légionnaires arri-

vent et fouillent maison par maison, cassent les portes qui ne sont pas ouvertes, arrêtent ceux qui ne sont pas en règle, pour les expulser, déchirent les papiers de ceux qui leur résistent pour ensuite les déclarer irréguliers. On peut prévoir que c'est avec encore plus d'acharnement, de rage, que les légionnaires déferleront sur les quartiers populaires demain matin, et dans les jours qui viennent.

Les tireurs d'élite étaient à Djibouti.



La prise en otage de vingt et un enfants de militaires français met au premier plan les deux questions politiques essentielles qui animent la vie de Djibouti. Quelle indépendance ? Quels seront les liens de Djibouti indépendant avec ses voisins ?

### QUELLES PROPOSITIONS D'INDÉPENDANCE ?

Le Front de Libération de la Côte des Somalis décrit ainsi les forces politiques d'opposition :

«*A l'intérieur du territoire, il existe un grand parti nationaliste, le Parti de la Ligue Populaire Africaine.*

«*A l'extérieur du pays, le Front de Libération de la Côte des Somalis constitue la seule organisation révolutionnaire jouissant d'une large audience internationale.*

Concernant l'indépendance et les rapports avec les pays voisins, le Front écrit : «*les allégations des colonialistes français comme quoi la Côte des Somalis ne peut être viable en tant qu'Etat indépendant sont sans fondement.*

Quant à la question de la fusion de la Côte des Somalis avec la République Démocratique de Somalie, il y a lieu de dire qu'il s'agit d'une question qui sera posée à l'ensemble du peuple après son accession à l'indépendance.

En dépit de la propagande officielle française, il est à noter que le territoire de la Côte des Somalis n'a aucune affinité d'ordre linguistique, religieux, culturel avec l'empire éthiopien.

De son côté, le gouvernement français déclarait, le 31 décembre 1975 : «*La France estime qu'elle se doit d'assurer l'accession du Territoire à la souveraineté internationale en maintenant l'intégrité de ses frontières, en assurant sa sécurité et en préservant la dignité de ses populations.*

Le gouvernement est prêt à garantir son intégrité et sa sécurité.

Et Ali Aref affirmait : «*Ce qu'il reste à faire, nous devons le faire ensemble, avec le gouvernement français. La quasi-totalité des habitants du territoire souhaitent l'indépendance dans l'amitié avec la France, et la coopération totale dans tous les domaines, aussi bien militaire et économique que dans celui touchant l'intégrité des frontières.*

Nous ne voulons pas une indépendance sans lendemain, mais une indépendance qui soit garantie par la présence française.

Processus que la Somalie avait, par avance, condamné en déclarant à l'ONU : «*Nous refusons une indépendance à la faveur de laquelle la France imposerait un homme comme M. Ali Aref.*

Des positions du Front, à celle de la Somalie, en passant par celle de la LPAI, on est bien loin des revendications du peuple de Djibouti : «*L'indépendance que nous réclamons est une indépendance réelle qui libérera le pays de toute oppression étrangère et de toute exploitation*», déclarait le 31 décembre l'UNECAS, Union Nationale des Étudiants de la Côte Afar Somalie.

## Angola

### LE MPLA MARQUE DE PLUS EN PLUS DE POINTS

Les succès militaires remportés par le MPLA depuis plusieurs semaines se transcrivent aujourd'hui sur la scène diplomatique africaine et mondiale. Les dernières prises de position de Jonas Savimbi, leader du mouvement rival UNITA, du Zaïre voisin, et de Kissinger lui-même, semblent bien signifier une résignation à la victoire d'un mouvement fortement appuyé par les armées soviétiques et les troupes cubaines.

Le leader de l'UNITA a affirmé récemment, devant les risques de grave défaite qui le menacent, que, tout en cherchant à négocier avec le gouvernement d'Agostinho Neto, il recourrait à la guérilla en cas d'échec. Cependant, le Zaïre s'oppose au passage sur son territoire des mercenaires recrutés récemment à Londres et à New-York pour lutter contre le

MPLA. Prise de position officielle qui, même si elle ne devait pas être suivie d'effet, est à rapprocher étroitement des ouvertures faites récemment par Mobutu en direction du régime de Luanda.

Enfin, Kissinger, dès avant-hier, a tiré le bilan de l'affaire angolaise, ce qui indique nettement qu'il la considère comme terminée : «*C'est la première fois que les États Unis n'ont pas réagi aux mouvements militaires des soviétiques en dehors de leur orbite*». Et d'avertir : «*L'Angola ne saurait constituer un précédent et ce type d'action ne sera pas toléré à l'avenir.*

Une double difficulté est en effet à l'origine du revers que l'affaire angolaise est en passe de représenter pour l'ancien «gendarme du monde». D'une part, le choix comme force de frappe principale de son intervention de

la puissance la plus haïe de toute l'Afrique, choix qui a placé les mouvements soutenus par Washington dans un isolement de plus en plus grand en Afrique. D'autre part, les graves contradictions dont est aujourd'hui victime l'appareil américain, et qui se sont particulièrement exprimées lors des votes du Congrès interdisant toute poursuite de l'intervention US.

Ainsi s'illustre bien, avec dans l'autre camp, l'auréole «anti-impérialiste» qui peut encore être celle de Cuba dans le Tiers Monde, un des facteurs qui font de la Russie un danger particulièrement grand pour les peuples du Tiers Monde : la mauvaise connaissance de ce nouvel adversaire, naguère encore ami des peuples, et prêt aujourd'hui à utiliser ce passé au service de ses visées de domination mondiale.

### Espagne : manifestation ouvrière réprimée à Valladolid

Deux mille travailleurs du bâtiment qui cherchaient à rejoindre leurs camarades de Renault rassemblés dans une église ont été violemment dispersés par la police. La direction de l'usine Renault, après avoir lock-outé l'entreprise la semaine dernière, a annoncé hier le licenciement de quarante travailleurs pour fait de grève. Le trust français nationalisé applique ainsi sur le terrain la politique favorable à la pseudo-libéralisation espagnole prônée par notre gouvernement : à tout prix, derrière la nouvelle façade, maintenir un régime de terreur contre la classe ouvrière et les larges masses populaires.

### République Centre-Africaine : attentat contre Bokassa

Jean-Bedel Bokassa, «président à vie» de la République Centre-Africaine, a échappé hier à un attentat : une grenade lancée par les militaires qui gardaient l'aéroport n'a pas touché du fait de l'intervention de ses gardes du corps. Pays encore dominé très étroitement par la France, la République Centre-africaine en a encore été rendue plus dépendante cet été, quand notre gouvernement a décidé une remise de dette extraordinaire afin de lui éviter une faillite totale. Le mécontentement, très profond dans les larges masses, a touché dans la dernière période jusqu'à certaines couches de l'appareil d'Etat : les salaires des fonctionnaires se trouvent en effet bloqués, alors que les prix montent en flèche. L'incident de l'aéroport pourrait indiquer que les contradictions se font également importantes dans l'armée.

### Iran : le Chah mal payé de retour

Le budget iranien présente, pour la première fois depuis six ans, un déficit de 2,4 milliards de dollars. Les revenus pétroliers ont en effet baissé cette année de 3 milliards de dollars, le consortium des compagnies étrangères ayant baissé l'exploitation qu'il s'était engagé à assurer de 750 000 barils de pétrole par jour. Les assassinats multiples de patriotes, la constitution de l'Iran en gendarme de la région, au moyen de dépenses militaires représentant 27,2 % du budget, n'auront donc même pas suffi pour que l'impérialisme prenne en compte la «bonne volonté» du Chah d'Iran, et lui concèdent quelques menus avantages économiques.

### Sahara Occidental : l'ONU intervient

M. Olaf Rydbeck, représentant du secrétaire général de l'ONU, était attendu hier à Madrid, qu'il devait ensuite quitter pour El Aïoun. Dans la déclaration qu'il a faite à cette occasion, il a indiqué que les deux motions adoptées par l'ONU sur la question avaient un point commun : la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. On comprend pourquoi le Maroc, qui viole ce droit par son invasion, veut limiter cette mission à «*l'information et à la prise de contact*». Cependant, les capitales arabes tentent toujours une médiation dans le conflit : le ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite s'est rendu en Mauritanie et au Maroc, et un ministre tunisien à Rabat. Enfin, Hassan II a convoqué les partis qui soutiennent son entreprise d'annexion, parmi lesquels figure le parti révisionniste marocain.

### URSS : film anti-chinois

Une énorme propagande a précédé la diffusion par la télévision soviétique d'un film anti-chinois, afin de lui apporter le maximum d'audience. Les soviétiques ne se laisseraient-ils pas convaincre aussi facilement que la Chine est un enfer, pour qu'il faille faire un tel battage pour le leur faire avaler ? En tout cas, la liste des emprisonnés politiques soviétiques publiée par Libération comporte, entre autres, un spécialiste de culture populaire, condamné pour «stalinisme» et «sympathie pro-albanaise».